



HAL
open science

Renaturer pour transformer les délaissés urbains : des innovations socio-écologiques sous tensions

Hugo Rochard

► **To cite this version:**

Hugo Rochard. Renaturer pour transformer les délaissés urbains : des innovations socio-écologiques sous tensions. CIST2020 - Population, temps, territoires, Collège international des sciences territoriales (CIST), Nov 2020, Paris-Aubervilliers, France. pp.412-416. hal-03114142

HAL Id: hal-03114142

<https://hal.science/hal-03114142>

Submitted on 18 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Renaturer pour transformer les délaissés urbains : des innovations socio-écologiques sous tensions

AUTEUR

Hugo ROCHARD

RÉSUMÉ

Le récent engouement de mouvements citoyens et d'acteurs institutionnels pour la renaturation des espaces publics semble reposer la question du statut des espaces délaissés en milieu urbain. Ces initiatives recouvrent un spectre très large de modes d'action allant du permis de végétaliser encadré par les autorités municipales à l'action informelle et micro-locale. À partir d'une enquête ethnographique menée auprès d'un collectif parisien de *green guerrilla*, nous proposons d'abord de lire cette forme de mobilisation citoyenne informelle comme une innovation socio-écologique visant à transformer des espaces semi-naturels apparemment dépourvus de gestion et de soin. Le vide urbain aux contours flous est requalifié en un micro-territoire de socialisation de la nature spontanée contre certains mésusages. Cependant, l'enquête montre que si le délaissé semble devenir un approprié et sa nature à nouveau désirée, sa durabilité n'en reste pas moins incertaine. Pris entre une normalisation institutionnelle et une résistance citoyenne réclamant un droit à la ville, l'espace investi collectivement garde son statut précaire.

MOTS CLÉS

délaissé urbain, action citoyenne, renaturation, innovations socio-écologiques, droit à la ville

ABSTRACT

The relatively new enthusiasm of civic movements and institutional actors for the renaturation of public spaces seems to reframe the issue of the status of urban wasteland in the city. These initiatives cover a broad spectrum of actions, from institutionally-driven permits to informal and grassroots initiatives. Based on an ethnographic survey with a Parisian group of green guerrilla, we suggest to interpret this form of informal civic engagement as a social-ecological innovation aiming to transform semi-natural spaces apparently devoid of maintenance and care. The blurry space is requalified as a micro-territory socialising spontaneous nature against some misuses. However, the study shows that if the urban wasteland seems to be in the process to be reclaimed and nature to be anew desired, its durability remains uncertain. Caught in between institutional normalisation and civic resistance claiming a right to the city, the space collectively invested still keeps its precarious status.

KEYWORDS

Urban wasteland, Civic engagement, Renaturation, Social-ecological innovations, Right to the city

« Fiches », « délaissés », « interstices », « vacants »... les appellations sont nombreuses pour désigner ces espaces aux contours vagues, *a priori* dénués d'appropriation sociale ou d'usages reconnus par les institutions, notamment en ville. Ces étendues invisibilisées ou charriant des représentations négatives semblent pourtant de plus en plus investies par des collectifs citoyens (associations, collectifs informels...). À partir de ces constats et dans le cadre de cette communication, nous proposons de retenir le terme de « délaissé » (Brun *et al.*, 2017) entendu ici comme une surface interstitielle caractérisée par un apparent abandon de gestion et de soin par une pluralité d'acteurs institutionnels et habitants. Ces zones, souvent en attente d'aménagement, n'échappent pas aux tentatives de réappropriation par les acteurs de la ville et les formes d'hybridation connaissent un succès de plus en plus important à l'heure de l'écologie urbaine. La dénomination de « friche paysagée » (Lizet, 2010) montre l'ambiguïté des rapports à la nature que pose toute tentative d'encadrement de dynamiques spontanées. Dans le même temps, ces espaces de nature marginalisés semblent progressivement investis par des actions à la fois citoyennes et institutionnelles comme en témoigne l'essor des permis de végétaliser dans de nombreuses municipalités (Maurel, 2017). Les friches urbaines sont concernées par une diversité de pratiques de renaturation, c'est-à-dire de transformation de l'espace visant à favoriser

l'occupation par des éléments naturels et leurs interactions. Ainsi, la municipalité de Paris, malgré un foncier très contraint, s'était fixée d'augmenter de 30 ha les espaces verts et de créer 200 « lieux de proximité à végétaliser » sur la mandature 2014-2020 ; chiffres qu'elle a dépassés. Ainsi mises en œuvre dans le cadre de politiques environnementales (Rochard *et al.*, 2018) et impliquant des expertises techniques, ces pratiques sont donc aussi le fait de collectifs de citoyens sur les espaces publics (Blanc, 2013). Le développement récent dans la littérature anglo-saxonne des innovations socio-écologiques (Denis & James, 2018) nous invite à considérer ces pratiques ordinaires renouvelant les formes de citoyenneté au regard de leur impact sur le renouveau de la production publique de socio-natures en ville. Dans un premier temps, nous verrons, à travers l'exemple d'un activisme né à New York dans les années 1970, que ces initiatives bénévoles, mettant en œuvre des méthodes de renaturation de milieux urbains perçus comme dégradés, relèvent d'une forme d'innovation socio-écologique. Puis, nous évoquerons les défis posés par cette nouvelle irruption citoyenne sur l'espace public délaissé, notamment à travers la complexité des rapports aux institutions (municipalités et services techniques gestionnaires) de collectifs informels qui persistent malgré les politiques participatives mises en œuvre par les institutions. *In fine*, la forme d'environnementalisme décrite semble interroger le statut même de l'objet « délaissé urbain ». Celui-ci se trouve requalifié par l'investissement de militants qui y réintroduisent une nature « désirable » et valorisent un enrichissement contrôlé et entretenu contre des tentatives de normalisations institutionnelles. Le propos sera illustré par une enquête qualitative à partir d'observations participantes et d'entretiens menés entre les mois d'octobre 2018 et novembre 2019 auprès d'un collectif informel de *green guerrilla* à Paris.

1. RENATURER LES DÉLAISSÉS : DE NOUVELLES SOCIO-NATURES

La complexité des représentations sur les délaissés invite à relativiser leur utilité sociale à l'aune de différentes configurations territoriales. Comme l'ont montré de nombreux travaux, bien qu'elle puisse effectivement rendre des services écosystémiques multifonctionnels en ville, la présence de délaissés, pour la majorité des habitants enquêtés, est source d'appréciations différenciées selon l'aspect du couvert végétal, leur localisation ou leur fréquentation. Elles sont ainsi souvent présentées comme des désaménités environnementales (Brun *et al.*, 2017). En lien avec ces représentations mitigées, il existe aujourd'hui des collectifs de citoyens qui souhaitent transformer l'image de ces espaces perçus comme dégradés pour y introduire d'autres formes de natures misant notamment sur la restauration d'une biodiversité végétale. La *green guerrilla* ou *guerrilla gardening* fournit un exemple d'un possible renversement des perceptions grâce à une action collective impliquant des citoyens. Dès son origine, ce mouvement contestataire s'inscrit dans la volonté de réappropriation d'espaces vacants par des communautés habitantes dans un contexte de crise urbaine influençant notamment le foncier. Richard Reynolds, journaliste activiste, écrit dans son ouvrage (2008 : 39) dédié au mouvement : *Most guerrilla gardeners are up against two main enemies. These are not people or organizations but two conditions of the landscape: scarcity and neglect, problems that come from how we all use the land*¹. En 2009, un collectif français se réclamant du même courant a vu le jour. Huit sessions d'observations participantes ont mis en évidence plusieurs éléments en rapport avec le caractère original de ces démarches engagées. Certains traits ont été mis en évidence par ailleurs (Baudry, 2012) et nous proposons de les remettre en lumière dans le contexte parisien contemporain. Le groupe rencontré est majoritairement composé de jeunes individus, entre 25 et 35 ans, habitant le nord-est parisien. Il a investi depuis 2013, sans l'autorisation de la municipalité, une bande de terre d'environ 90 m², située au bord du canal Saint Martin dans le 10^e arrondissement ; l'espace était régulièrement piétiné et y survivait une végétation rase (fig. 1). Ses caractéristiques rassemblent plusieurs signes du délaissé : bien que propriété de la mairie de Paris, sa pollution récurrente ainsi que l'importance des espèces végétales spontanées y étaient notables. Dès l'origine, les actions collectives ont consisté à dépolluer puis à planter arbres, arbustes et plantes herbacées, afin d'en faire « un jardin ». Il s'agit principalement d'espèces méditerranéennes, résistantes à la sécheresse, et, plus à la marge, de comestibles. Au fil des saisons et de l'investissement des bénévoles – variant selon les périodes² –, l'espace a évolué au gré des dégradations, des piétinements et des aléas climatiques. L'objectif des bénévoles reste bien d'occuper cet espace en y plantant et en y semant le plus de végétaux possibles, en jouant sur leur diversité taxonomique pour progressivement transformer le paysage en y intégrant des plantes rudérales

1 « La plupart des *guerrilla gardeners* sont vent debout contre deux principaux ennemis. Il ne s'agit pas de personnes ni d'organisations, mais d'une double configuration du paysage : la pénurie et la négligence, des problèmes qui proviennent de la façon dont nous utilisons tous la terre » [traduction de l'auteur].

2 Le rythme était d'environ une fois par mois mais variait du simple au double entre l'hiver et l'été, moment où le délaissé nécessitait le plus de soin selon les bénévoles enquêtés.

(fig. 2). Cette biodiversité créée est donc ponctuellement entretenue par le collectif qui souhaite y maintenir plusieurs strates de végétation, notamment en taillant les arbres à hautes tiges. Sont mises à contribution certaines propriétés des végétaux, comme celles urticantes des chardons (*Carduus*). Des rameaux sont coupés afin d'édifier des barrières protégeant les plantations des passages intempestifs. Ce mode de jardinage sur ce terrain contraignant permet ainsi une forme d'enfrichement maîtrisé. Par exemple, les membres du collectif taillent, sans éradiquer, les ailantes (*Ailanthus altissima*), arbres spontanés exotiques et souvent considérés comme invasifs par les services gestionnaires. Un membre actif précise que « les plantes sont libres mais on doit leur trouver une place ». Enfin, remettant en cause les circuits longs de production des végétaux, les bénévoles sélectionnent des plants d'origines diverses : pépinières citoyennes locales, rebus des cimetières à proximité ou encore foires aux plantes. Les galeries formées par les rats sont tolérées. Lors de nos études de terrain, plusieurs riverains et passants ont interpellé les bénévoles pour les féliciter de leur travail, et beaucoup se sont interrogés sur la responsabilité de la municipalité quant à l'entretien de ce délaissé. Les jardiniers informels les invitaient alors à participer à leur action.

Figure 1. Délaissé urbain avant l'investissement du collectif de *green guerrilla* en octobre 2013 dans le 10^e arrondissement de Paris (Source : www.guerilla-gardening-france.fr/wordpress/)



Figure 2. Délaissé urbain après l'investissement du collectif de *green guerrilla* en juillet 2019 dans le 10^e arrondissement de Paris (Source : ©Hugo Rochard)



Cet exemple d'investissement collectif sur ces espaces abandonnés semble témoigner du fait que les représentations négatives inhérentes au délaissé ne sont pas figées et peuvent se transformer au fil des pratiques collectives, initiant d'autres formes de végétalisation. Cette forme de mobilisation relève aussi d'une circulation internationale qui inscrit les *green guerrilleros* dans un réseau de pratiques multi-situées et ouvertes à l'itinérance. D'ailleurs, l'ouvrage de Reynolds (2008), qui esquisse une cartographie mondiale de la *green guerrilla*, fait référence pour certains acteurs rencontrés. Ainsi, avec Dennis et James (2018), peut-on interpréter ces formes d'actions directes sur les milieux urbains comme des innovations sociales et écologiques en contexte parisien. En effet, ces initiatives sont à la fois issues d'une gouvernance collaborative des ressources naturelles incluant des habitants et fondée sur la capacité d'une réponse adaptative et collective à des perturbations environnementales plus ou moins importantes. Enfin, le mouvement de *green guerrilla* peut être vu comme une illustration d'une citoyenneté environnementale marquée par des modalités éthiques et esthétiques, notamment celle du soin accordé aux espaces de nature ordinaire où se tissent de nouvelles relations entre des communautés humaines et non-humaines (Blanc, 2013).

2. DU DÉLAISSÉ À L'APPROPRIÉ : DES TENSIONS ENTRE NORMALISATION ET RÉSISTANCE AU NOM D'UN DROIT À LA VILLE

L'investissement citoyen que nous avons décrit n'est pas dépourvu de défis. Si la *green guerrilla* est une forme d'action infrapolitique militante (Baudry, 2012), ses activistes se disent réagir à un contexte de « mise en normes » de la participation citoyenne et de privatisation perceptible sur l'espace public (Ernwein & Tollis, 2017). Certains militants rencontrés dénoncent le permis de végétaliser³ qui a été instauré par la mairie de

3 Les tribunes publiées dans l'espace blog du site internet de Guerrilla Gardening France soutiennent cette idée d'une normalisation et d'une privatisation [en ligne : www.guerilla-gardening-france.fr/wordpress/].

Paris depuis l'été 2015 pour encourager la végétalisation des rues, tout en imposant un certain nombre de règles au moyen de la signature d'une charte. Ils les décrivent comme des dispositifs de contrôle biologique aux procédures qui contraignent les pratiques spontanées. En effet, si la liste des plantes et la forme des aménagements sont soumises à l'avis des services gestionnaires, ceux-ci opèrent aussi une sélection justifiée par des critères techniques (présence de réseaux souterrains, exposition...) qui empêchent certaines initiatives habitantes de voir le jour. Ainsi, durant la campagne « Du vert près de chez moi » de 2014, les services de la municipalité de Paris ont identifié 1 093 propositions « non réalisables techniquement », sur un total d'environ 1 500 demandes⁴. Les jardiniers militants, eux, investissent sans l'autorisation des autorités publiques un espace qu'il leur revient, *de jure*, d'entretenir. D'ailleurs, les membres actifs discutent de l'utilité d'apposer des panneaux de signalisation signifiant l'intervention du collectif, à la manière des dits permis. Il en résulte, dans ce cas, une invisibilisation de l'action militante aux yeux des services publics comme des habitants et une augmentation du risque de destruction du travail bénévole par les services des espaces verts. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit à l'été 2019, lors du réaménagement d'un autre site plus récemment investi par le groupe informel dans le quartier de Ménilmontant. « On sait qu'on prend des risques [...] mais nous on souhaite que l'appropriation soit du côté du public et éventuellement plus des habitants mais pas des services de la mairie » précise le fondateur du collectif. Il semble donc que, par l'investissement des délaissés, les bénévoles, ici au discours revendicatif, défendent un droit à la ville, c'est-à-dire non seulement l'accès mais aussi le droit à transformer l'espace urbain à travers des initiatives collectives et spontanées (Baudry, 2012). En dénonçant une appropriation institutionnelle, cet activisme environnemental pourtant discret relève aussi du pari. S'il reste très minoritaire au regard de l'élan des habitants contractualisant – parfois collectivement – des permis de végétaliser ou des conventions de partenariat, ces actions révèlent les tensions autour du délaissé en ville. Auparavant espace vide de sens et dénigré, il est pour un nombre grandissant de citoyens un potentiel lieu à investir. Au risque de rentrer dans le cadre d'une gestion citoyenne réglementée qui peut brider certains esprits créatifs, la réappropriation des délaissés se retrouve au centre de dynamiques complexes. Nos réflexions rejoignent donc les conclusions de Maurel sur la fragilité de ces communs d'un nouveau genre dans un contexte parisien : « les espaces végétalisés de Paris oscillent constamment entre tragédie et comédie » (2017). Ces tensions, comme l'incertitude qui caractérise l'appropriation, pourraient s'expliquer à la fois par le caractère informel et spontané du collectif qui, sans conduire à un entre-soi *stricto sensu*, ne conditionne pas une ouverture à d'autres citoyens en attente d'un cadre officiel. Comme le soulignent Hardman *et al.* (2018) à travers des cas britanniques, les apports de la *green guerrilla* en termes de renouvellement des mobilisations collectives sont à mettre en regard avec les limites posées par certains usages exclusifs de minorités militantes. Enfin, aux côtés des permis de végétaliser parisiens, coexiste une diversité d'autres formes d'appropriation citoyenne où les institutions sont partenaires des collectifs d'habitants. Quant au statut spatial du délaissé, il mute une fois investi : celui-ci devient un lieu à protéger contre certains mésusages, un micro-territoire accueillant une nature à nouveau désirée et partiellement maîtrisée. Pour autant, comme nous l'avons vu dans le cas des pratiques de *green guerrilla* à Paris, la présence des espèces végétales et animales spontanées ne s'efface pas. Ces communautés humaines et végétales occupent un espace qui perd sa vacuité pour les acteurs engagés dans l'action environnementale contre l'institutionnalisation des pratiques. C'est donc là une nouvelle forme de socialisation du sauvage (Lizet, 2010), mais qui se construit à partir de visions concurrentes d'une « bonne gestion » des espaces de nature en ville. Il en ressort donc que, de par sa grande ambiguïté territoriale, le délaissé est un espace à l'appropriation disputée, comme toute friche dans un paysage foncier sous le joug d'un jeu multi-acteurs et en constant remaniement.

RÉFÉRENCES

- Baudry S., 2012, "Reclaiming Urban Space as Resistance: The Infrapolitics of Gardening", *Revue française d'études américaines*, 131(1), p. 32-48.
- Blanc N., 2013, « Le face-à-face citoyens / nature », *Multitudes*, 54(3), p. 84-101.
- Brun M., Vaseux L., Martouzet D., Di Pietro F., 2017, « Usages et représentations des délaissés urbains, supports de services écosystémiques culturels en ville », *Environnement Urbain / Urban Environment*, vol. 11 [en ligne : journals.openedition.org/eue/1906].
- Dennis M., James P., 2018, "Urban Social-ecological Innovation: Implications for Adaptive Natural Resource Management", *Ecological Economics*, vol. 150, p. 153-164.
- Ernwein M., Tollis C., 2017, « Produire la ville vivante : le travail des citoyens et des non-humains », *L'Information géographique*, 81(3), p. 13-31.

⁴ Source : Mairie de Paris, 2016 [opendata.paris.fr/explore/dataset/du-vert-pres-de-chez-moi/information].

Hardman M., Chipungub L., Magidimishab H., Larkhamc P., Scottd A., Armitagea R., 2018, "Guerrilla Gardening and Green Activism: Rethinking the Informal Urban Growing Movement", *Landscape and Urban Planning*, vol. 170, p. 6-14.

Lizet, B., 2010, « Du terrain vague à la friche paysagée. Le square Juliette-Dodu, Paris 10^e », *Ethnologie française*, 40(4), p. 597-608.

Maurel L., 2017, « La végétalisation des villes et la tragi-comédie des communs », *Vacarme*, 81(4), p. 46-52.

Reynolds R., 2008, *On Guerrilla Gardening: A Handbook for Gardening Without Boundaries*, New York, Bloomsbury.

Rochard H., About C., Frascaria-Lacoste N., Jacob P., Simon L., Pech P., 2018, « Politiques urbaines et biodiversité en ville: un front écologique? Le cas de la MGP, Métropole du Grand Paris », *VertigO*, 18(1) [en ligne: journals.openedition.org/vertigo/19753].

L'AUTEUR

Hugo Rochard

Université de Paris

Ladyss / LabEx DynamiTe

hugo.rochard@gmail.com